



GENEVA
JUNE 2019
DRUG
POLICY
24TH - 28TH
WEEK



RAPPORT

GENEVA DRUG POLICY WEEK

Quand les acteurs locaux et internationaux se rencontrent

La Geneva Drug Policy Week – qui a eu lieu du 24 au 28 juin 2019 – fut la première dans son genre. Elle a été organisée par la Plateforme genevoise sur les droits humains, la santé et les substances psychoactives, soutenue par le Groupement romand d'études des addictions et l'Institut de santé globale de l'Université de Genève.

La semaine s'est donnée pour objectif de mettre en réseau les acteurs internationaux et locaux concernés par les politiques en matière de drogues, soit les missions permanentes, les agences des Nations unies, l'université, les réseaux des personnes usagères, la société civile et les personnes concernées sur le terrain à Genève, afin de discuter des politiques drogues actuelles, locales et internationales, de partager les expériences et de mettre en avant leur travail. Ce faisant, la Geneva Drug Policy Week a contribué à consolider la position de Genève en tant qu'acteur désormais incontournable du monde des politiques drogues internationales.

Au total, quinze événements, dont des conférences, débats, tables rondes, projections de film et visites de terrain, ont été organisés sur différents sites à Genève tels que l'Institut de hautes études internationales et du développement, l'Université de Genève, le Campus Biotech, le Quai 9, l'Entracte et le CAAP Arve. La santé, les conflits, les droits humains, l'accès aux médicaments et de nombreux autres sujets ont été discutés. Cette manifestation a été accompagnée par une Summer School intitulée « Drogues, santé et droits humains » organisée par l'Institut de santé globale de l'Université de Genève et divers partenaires. Nous remercions la Confédération suisse ainsi que la République et le Canton de Genève pour leur soutien à la Plateforme Genevoise et à cette semaine en particulier. Un grand merci également à toutes les organisations et acteurs qui ont participé à cette semaine, et qui ont rendu son contenu si riche.

Le présent rapport comporte les éléments suivants :

- La liste des organisations et acteurs qui ont participé à la Geneva Drug Policy Week ;
- Un résumé du déroulement de la l'Université d'été « Droits, santé et droits humains » ;
- Les points importants qui ont été soulevés lors des divers événements de la Geneva Drug Policy Week.

Il est recommandé de lire ce rapport en conjonction avec le programme détaillé de la Semaine qui se trouve [ici](#).

Les acteurs locaux et internationaux qui ont participé à la Geneva Drug Policy Week

AIDS Foundation East West International
Argos
Candle Charitable Foundation
Centro de Estudios Legales y Sociales
Comité de coordination du programme d'élargissement de l'accès des groupes vulnérables de la population aux services de prévention, de traitement et de soins du VIH/sida dans la Fédération de Russie
Commission globale de politique en matière de drogues
Commission internationale de juristes
Dianova International
Dristi Nepal
Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme
Global Initiative Against Transnational Organized Crime
Harm Reduction International
Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
Hôpitaux Universitaires de Genève
Institut de hautes études internationales et du développement
International Association for Hospice and Palliative Care
International Centre on Human Rights and Drug Policy
International Drug Policy Consortium
International Network of Nicotine Consumer Organisations
International Network of People Who Use Drug
Intuitive Pictures
Médecins sans frontières
Mission permanente du Mexique auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
Mission permanente de la Suisse auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
Organisation mondiale de la santé
Plateforme genevoise sur les droits humains, la santé et les substances psychoactives
Police cantonale genevoise
Première Ligne
Programme commun des Nations Unies sur le VIH / SIDA (ONUSIDA)
Programme des Nations Unies pour le Développement
Radio Télévision Suisse romande
Réseau juridique canadien VIH/sida
Small Arms Survey
Université de Genève

Summer school « Droits, santé et droits humains »

Une Université d'été, intitulée « Droits, santé et droits humains », a été organisée par l'Institut de santé globale de l'Université de Genève conjointement avec divers partenaires. Quatorze étudiants provenant de différents pays, tels que l'Australie, le Kenya, la Suisse, le Rwanda, l'Italie et la Suède, ont participé aux cours afin d'approfondir leurs connaissances sur les liens entre la santé, les drogues et l'usage de drogue ainsi que sur la nécessité de placer la santé et les droits humains au centre des politiques en matière de drogues. Les étudiants ont également assisté aux événements publics de la Geneva Drug Policy Week et ont pu discuter avec des professionnels travaillant dans les différents domaines liés aux drogues.

Les objectifs de cette Université d'été étaient de :

- Se familiariser avec le fonctionnement du régime international de contrôle des drogues et ses interactions avec la santé publique et les droits de l'homme, et en tirer des enseignements ;
- Acquérir une bonne compréhension des principaux problèmes de santé liés à la consommation de drogues et aux politiques en matière de drogues ;
- Développer une vision claire des raisons pour lesquelles les politiques en matière de drogues sont débattues aujourd'hui et des défis liés à leur mise en œuvre dans le monde entier.

L'Université d'été s'est basée sur le cours en ligne MOOC (Massive Open Online Course) de l'Université de Genève intitulé « Drogues, consommation de drogues, politique des drogues et santé », récemment lancé et qui est le premier MOOC du genre. Les étudiants se sont tous inscrits au MOOC dans le cadre de leur participation à l'Université d'été. Ils ont été initiés à des sujets et questions tels que : qu'est-ce qu'une drogue et pourquoi les gens en consomment-ils ? quand la consommation de drogue devient-elle problématique ? les aspects épidémiologiques de la consommation de drogue dans le monde ; les bases du cadre international de contrôle des drogues et leur interprétations ; les conséquences de la prohibition ; l'histoire de la politique suisse en matière de drogues et de réduction des risques. Lors des événements de la Geneva Drug Policy Week, les étudiants ont également eu la chance d'assister à des conférences. Celles du mardi 25 juin et du jeudi 27 juin ont respectivement abordé les questions de droits humains liés à la politique des drogues, ainsi que l'histoire, la politique et les impacts négatifs de la politique des drogues dans une perspective axée sur les relations internationales. Les élèves ont finalement été divisés en groupes pour la présentation orale finale. Les sujets choisis pour ces présentations étaient les suivants : la crise des opioïdes aux États-Unis, les conséquences de l'usage d'héroïne à Mombasa (Kenya), la stigmatisation envers les femmes qui consomment des drogues et la peine de mort pour les infractions liées aux drogues.



L'ouverture officielle de la Geneva Drug Policy Week

Plusieurs personnalités importantes de Genève et de la Genève internationale ont pris la parole pour officiellement ouvrir la Geneva Drug Policy Week.

Points principaux :

- C'est la première fois qu'une semaine comme celle-ci est organisée à Genève. Elle permet de réunir les divers acteurs travaillant dans le milieu des substances psychoactives à Genève, que ce soit des agences des Nations unies, l'université, les réseaux des personnes usagères, la société civile et les personnes concernées sur le terrain à Genève.
- L'écosystème genevois est favorable à ce genre d'initiatives qui impliquent des partenariats entre la Genève Internationale, les acteurs de terrain et l'Université de Genève. La mission de cette dernière est l'information, la recherche et la communication qui sont des éléments cruciaux pour permettre d'avoir des politiques en matière de drogues basées sur la science et qui respectent les droits humains et promeuvent la santé.
- Il faut continuer à créer des collaborations entre l'université, le terrain et le domaine politique.
- La politique en matière de drogues de la Suisse est basée sur les quatre piliers. La Confédération suisse et la République et le Canton de Genève sont heureux de soutenir le travail de la Plateforme genevoise sur les droits humains, la santé et les substances psychoactives.
- La guerre contre les drogues a échoué. Les approches fondées sur les droits humains pour la politique en matière de drogues sont plus essentielles que jamais. Les droits humains touchent tant de dimensions de la politique en matière de drogues.
- En ce qui concerne la gouvernance, des études dans d'autres domaines ont démontré que, souvent, lorsque des réformes ont lieu, elles commencent avec un petit groupe d'« entrepreneurs de normes », de personnes qui changent les normes. Puis, après beaucoup de travail et autres facteurs entrant parfois en jeu, la vague monte et le travail de ces entrepreneurs de normes devient une cascade. La Geneva Drug Policy Week s'inscrit dans ce processus.



Session sur les « Conflits et insécurité liés aux politiques en matière de drogues en Afrique »

Global Initiative Against Transnational Organized Crime, l'Institut de hautes études internationales et du développement et Small Arms Survey

Lors de cette session, différents exemples de marchés de la drogue en Afrique ont été comparés et discutés en s'appuyant des travaux récents de Small Arms Survey et de Global Initiative Against Transnational Organized Crime. Ce panel a été accompagné par une exposition de photos sur les gangs liés à la drogue dans la ville du Cap en Afrique du Sud.

Points principaux :

- La production et le trafic de drogues sont intimement liés aux contextes sociopolitiques plus larges et, dans de nombreux domaines, à la dynamique de gouvernance des groupes criminels organisés.
- Selon la Global Initiative, il y a six catégories de positions nationales sur la réforme de la politique en matière de drogue : les réformateurs, les contestataires, les rétracteurs, les résistants, les inertiels et les incapables.
- Au Kenya, la prolifération des gangs liés au commerce de la drogue est liée à la violence politique et au militantisme.
- Le Small Arms Survey met en évidence les chevauchements entre le trafic de drogues et le trafic d'armes en Afrique de l'Ouest : chevauchement entre les routes et les acteurs du trafic, blanchiment d'argent, suivi des systèmes établis de commerce illicite, implication de groupes armés et réseaux terroristes.



Session sur les « Drogues, genre et stigmatisation »

Programme des Nations Unies pour le développement, le Centre genre de l'Institut de hautes études internationales et du développement et Dianova International

Ce panel a discuté les sujets de genre et de stigmatisation dans les addictions. La stigmatisation touche en effet les personnes qui consomment des drogues, et plus particulièrement les femmes qui sont pénalisées à différents niveaux.

Points principaux :

- Les femmes font face à d'importants obstacles structurels pour accéder aux services pour les personnes qui consomment des drogues alors qu'une personne sur trois qui consomment des drogues est une femme.
- Il est nécessaire d'intégrer une perspective de genre dans tous les aspects liés aux services pour les personnes qui consomment des drogues afin de réduire et de surmonter la stigmatisation.
- L'absence d'une perspective de genre dans le traitement est la principale raison pour laquelle ce traitement ne fonctionne pas chez les femmes, pas seulement parce qu'elles ont des profils plus complexes.
- Il faut faire attention de ne pas déplacer la stigmatisation de la décriminalisation de l'usage de drogue vers la médicalisation de l'usage de drogue.



Session sur « Le devoir de protéger la vie, la peine de mort pour les infractions liées à la drogue et les mesures de réduction des risques : réflexions sur l'Observation générale n°36 sur le droit à la vie du Comité des droits de l'Homme »

Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, Harm Reduction International, International Network of People Who Use Drug, Centro de Estudios Legales y Sociales et la Commission internationale de juristes

Cet évènement a donné aux participants l'occasion de discuter avec des experts en droits humains afin de mieux comprendre comment mobiliser l'Observation Générale n°36 sur le droit à la vie – adoptée par le Comité des droits de l'Homme – pour faire progresser l'abolition de la peine de mort, y compris pour les infractions liées aux drogues. Le panel a également abordé la question de l'impunité pour les exécutions liées à la « guerre contre les drogues », notamment les exécutions extrajudiciaires, la réduction des risques et autres mesures pertinentes pour la protection de la vie de millions de personnes qui consomment des drogues, ainsi que des autres populations vulnérables connexes.

Points principaux :

- La rhétorique populiste alimente un discours déshumanisant selon lequel les personnes qui font le commerce de la drogue sont irrécupérables. L'Observation Générale n°36 renforce le discours selon lequel chacun a droit à une vie digne.
- Les organismes multilatéraux ont la responsabilité de respecter et de protéger le droit à la vie. Cela signifie de ne laisser personne mourir d'une maladie évitable et s'assurer que les personnes qui consomment des drogues ont accès à des services adaptés.
- Les efforts déployés dans l'application de la loi pour réduire les cultures illicites servant à fabriquer des drogues ont donné lieu à de nombreuses violations du droit à la vie. La militarisation des mesures de sécurité est une tendance récente en Amérique latine. Le discours de menace liée au contrôle des drogues est à l'origine de cette tendance.



Session sur les « Défis contemporains en matière de droits humains et de contrôle des drogues »

International Centre on Human Rights and Drug Policy, Mission permanente de la Suisse auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Mission permanente du Mexique auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et la Plateforme genevoise sur les droits humains, la santé et les substances psychoactives

Lors de cette conférence, Damon Barrett est revenu sur l'évolution des droits de l'Homme et de la politique en matière de drogue au cours des dernières décennies et sur les nombreux défis à venir. Il présentera les Directives internationales sur les droits de l'Homme et sur la politique en matière de drogues.

Points principaux :

- Il y a trois phases dans la relation entre les droits humains et la politique en matière de drogues : (1) une absence d'articulation dans les politiques et des silos, mise à l'agenda ; (2) les efforts de la dernière décennie pour éliminer les silos, et (3) l'établissement de normes avec le lancement en 2019 des Directives internationales sur les droits humains et la politique en matière de drogues.
- Les droits humains peuvent être considérés comme un discours, un mouvement social, un régime juridique, une philosophie et une pratique.



Visite d'une salle de consommation contrôlée – Quai 9

Première ligne

Le Quai 9 à Genève, géré par l'association Première Ligne, est l'une des premières expériences de mise en service d'un lieu d'injection et de consommation de drogues dans une grande ville d'Europe. Le but général de cette action est la mise en place d'une structure d'accueil et de consommation destinée à réduire les conséquences négatives sur le plan somatique, psychologique et social de la consommation de drogues au niveau individuel et collectif.

Points principaux :

- Il y a environ 150 passages par jour au Quai 9.
- Plusieurs projets liés à la consommation de drogues sont mise en place par Première ligne, dont l'action Nuit Blanche, un service d'analyse de substances psychoactives, des consultations et conseils médicaux pour le VIH et les hépatites.
- L'association collabore étroitement avec la police, les travailleurs sociaux, le voisinage et les structures médicales.



Visite d'un programme de prescription médicalisée d'héroïne – CAAP Arve

Hôpitaux Universitaires de Genève

La Consultation Ambulatoire d'Addictologie Psychiatrique Arve (CAAP Arve) prend en soins toute personne qui a une addiction à un opiacé comme l'héroïne, la morphine ou la méthadone.

Points principaux :

- Le programme a été présenté de manière détaillée.
- Environ 70 personnes sont inscrites dans le programme de prescription médicalisée d'héroïne.
- L'admission au programme est soumise à des critères strictes.
- L'équipe du CAAP Arve est composée principalement de psychiatres et d'infirmier-ère-s.

Session sur « Accès, disponibilité et accessibilité globale des médicaments essentiels placés sous contrôle international »

International Association for Hospice and Palliative Care, Médecins sans frontières, Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Organisation mondiale de la santé et la Plateforme genevoise sur les droits humains, la santé et les substances psychoactives

Cette session s'est concentrée sur la thématique de l'accès aux substances contrôlées à partir de différents points de vue. L'un des panélistes a discuté de l'obligation des gouvernements d'assurer un accès adéquat aux médicaments essentiels sous contrôle international pour le traitement des douleurs aiguës et les soins palliatifs ainsi que de leurs difficultés à y répondre ; d'autres panélistes ont examiné la situation sur le terrain, dans une perspective plus opérationnelle. Finalement, le travail de l'Organisation mondiale de la santé dans ce domaine a également été abordé.

Points principaux :

- Plus de 75% de la population mondiale n'a pas accès aux médicaments essentiels sous contrôle international pour le traitement de la douleur et les soins palliatifs.
- 92% de la morphine dans le monde est consommée par seulement 17% de la population mondiale. En d'autres termes, 83% de la population mondiale n'en consomment que 8%.
- Le Comité d'experts de la pharmacodépendance de l'Organisation mondiale de la Santé (ECDD) examine les substances et fait des recommandations à la Commission des stupéfiants de Vienne sur leur inscription ou non à l'annexe, comme le prévoit la Convention unique sur les stupéfiants de 1961.
- Dans les situations de conflits et humanitaires, l'accès aux substances placées sous contrôle international reste très limité alors qu'elles sont essentielles pour les soins palliatifs.
- Il est nécessaire de travailler avec les acteurs communautaires, tels que la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge, pour pouvoir élargir l'accès aux substances placées sous contrôle international.





Table ronde « Entre objectifs de sécurité, de santé et de développement durable : quelle politique cannabis cohérente ? »

Commission fédérale pour les questions liées aux addictions, Hôpitaux Universitaires de Genève, Université de Genève, International Network of Nicotine Consumer Organisations, Police cantonale genevoise et Radio Télévision Suisse romande

La table ronde cherchait à répondre à la question suivante : quelle serait aujourd'hui la politique cannabis la plus cohérente qui respecte à la fois les considérations de sécurité, de santé et les objectifs des Nations Unies en matière de développement durable ?

Points principaux :

- La Commission fédérale pour les questions liées aux addictions recommande à nouveau la décriminalisation et de régler l'accès aux produits par le biais d'un modèle de réglementation qui accorde la place nécessaire à la prévention et à la protection de la jeunesse.
- Le nouveau modèle devra réfléchir à la place de l'Etat, des sociétés privées, du marché illégal, des consommateurs et des mesures de prévention.



La citoyenneté au cœur du débat sur la politique des drogues : portes ouvertes du Quai 9

Première ligne

La soirée portes ouvertes du Quai 9 a permis aux participants de se familiariser avec la structure du Quai 9 et le fonctionnement de l'association Première ligne grâce à une visite des lieux, de discuter des enjeux et défis liés Quai 9 et de débattre sur divers sujets.

Points principaux :

- L'association Première ligne rappelle les effets destructeurs de la guerre contre les drogues, dont la violence exacerbée, l'explosion de la détention des personnes usagères ainsi que les impacts négatifs sur la santé, les droits humains et le développement.
- Une discussion autour de l'implémentation du Quai 9 dans le quartier ainsi que sur les enjeux actuels a eu lieu.
- Il y a une nécessité de poursuivre la discussion et les négociations avec les forces de l'ordre.



Session sur « Le débat ministériel de la Commission des stupéfiants de 2019 : quelles implications pour le plaidoyer de la société civile ? »

Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, International Drug Policy Consortium, Commission globale de politique en matière de drogues, Harm Reduction International, Centro de Estudios Legales y Sociales et International Network of People Who Use Drugs

Cet évènement a permis d'analyser les principaux succès et défis de la réunion ministérielle et de sa Déclaration, et de discuter de ses implications pour le plaidoyer de la société civile auprès des entités/processus des Nations Unies basés à Genève.

Points principaux :

- Les engagements et les objectifs fixés dans la Déclaration politique et le Plan d'action de 2009 n'ont pas été atteints : 450'000 décès liés à la drogue en 2015, une augmentation de 125% des cultures illicites au cours des dix dernières années et la demande de drogues illicites n'a cessé d'augmenter.
- Le système international des droits humains doit être utilisé pour rendre justice aux personnes qui utilisent des drogues et à leurs communautés.
- La participation des personnes qui consomment des drogues à une réunion mondiale sur les politiques en matière de drogues a été contestée par les États.



Session sur les « Problèmes sanitaires des personnes qui consomment des drogues »

Organisation mondiale de la santé, Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), Programme des Nations Unies pour le Développement, International Network of People Who Use Drugs et Dristi Nepal

Cette session a offert un espace de dialogue aux organisations internationales et à la société civile. Les stratégies mondiales et nationales visant à améliorer la santé des personnes qui consomment des drogues ont été abordées. Les panélistes ont également partagé leurs points de vue sur la façon dont la couverture universelle des soins de santé (CUS) pourrait aider à intégrer la réduction des risques et les interventions structurelles dans les programmes de santé nationaux et à élargir la portée de la réduction des risques au-delà du VIH.

Points principaux :

- En 2017, 272 millions de personnes ont consommé de la drogue. 585'000 décès sont attribuables à la consommation de drogues en 2017, à la fois directement liés (overdose d'opiacés) et indirectement liés (VIH, VHB, VHC).
- Le nombre de pays ayant des plans de lutte contre l'hépatite est en augmentation. Cependant, il existe d'importantes variations dans les réponses des pays aux besoins des personnes qui consomment des drogues et des personnes incarcérées.
- Aucune stratégie et politique ne devrait se faire sans inclure les communautés (personnes qui consomment des drogues).



Projection du film « Laila at the bridge » suivie d'une discussion

Commission globale de politique en matière de drogues et Intuitive Pictures

Points principaux :

- Le film « Laila At The Bridge » se penche sur les méthodes peu orthodoxes de traitement de l'addiction aux drogues de la militante afghane Laila Haidari.
- La discussion a porté sur les raisons pour lesquelles le film était si important à réaliser et à partager. Il met en lumière les difficultés spécifiques auxquelles l'Afghanistan est confronté pour faire face à la consommation dramatique d'héroïne sur son territoire et les difficultés rencontrées pour tenter de changer le *statu quo*.



Panel sur la position commune du système des Nations Unies suivie d'une réception de la Commission globale de politique en matière de drogues

Commission globale de politique en matière de drogues, Institut de hautes études internationales et du développement, Programme des Nations Unies pour le Développement, Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et Organisation mondiale de la santé

Ce panel a abordé les mandats basés à Genève et la position commune du système des Nations Unies sur les questions liées aux drogues.

Points principaux :

- Il est urgent d'essayer de mettre en œuvre la position commune au niveau des pays, de veiller à préserver l'espace pour la société civile et de mobiliser une voix collective pour l'une des populations les plus vulnérables au monde.
- La société civile et les autres secteurs doivent tenir l'ONU responsable de ce document. Il s'agit également d'un document de la société civile.
- La position commune représente une avancée formidable et confirme la nécessité de se concentrer sur diverses questions de santé telles que le CHU, l'accès aux médicaments ainsi que la réduction des risques, et non seulement sur la décriminalisation.
- La politique en matière de drogues se fait localement, et non pas mondialement. La décriminalisation sera l'un des principaux instruments de promotion de la santé, des droits et de la politique en matière de drogues.
- Le principal défi consiste à déterminer comment tout ce qui figure dans la position commune peut se répercuter au niveau des pays.

Lors de la réception, les représentants de haut-niveau ont remercié les organisateurs de la Geneva Drug Policy Week pour cette initiative en soulignant à quel point il est important de rassembler tous les différents acteurs qui furent présents pendant la semaine ; combien Genève est un endroit idéal pour ce faire ; que la « guerre contre les drogues » et les politiques purement répressives sont des choses du passé; et encouragent tous les acteurs qui contribuèrent à la semaine de continuer leur travail dans ce domaine.



La consommation non-problématique et usages de drogues : échanges avec les usagers et intervenants

Argos

Points principaux :

- Le programme « Toulourenc » d'Argos offre un accompagnement qui se concentre sur l'acquisition de compétences pour arriver à une consommation non problématique ou de consolider et maintenir une non consommation.
- Deux personnes qui consomment des drogues ont partagé leur expériences avec ce programme, soit qu'est-ce qu'ils en tirent et comment ce programme les aide à réintégrer la société.





Documentaire et discussion. « La communauté en action : les personnes qui utilisent des drogues et autres populations clés dans la lutte contre l'épidémie du SIDA en Russie »

Comité de coordination du Programme d'élargissement de l'accès des groupes vulnérables de la population aux services de prévention, de traitement et de soins du VIH/sida dans la Fédération de Russie, AIDS Foundation East West International, Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et partenaires

Cet événement a commencé avec la projection du film *Nonexistent? We exist!* qui documente les efforts de soutien mutuel et de respect envers les populations marginalisées. Le film a ensuite été suivi par une table ronde qui a abordé le thème des populations clés et leur place dans la recherche de solutions face au VIH en Russie et sur la manière de résoudre la crise du VIH en Russie et au-delà.

Points importants :

- Le documentaire *Nonexistent? We exist!* présente le travail de différents activistes et de travailleurs sociaux sur le terrain en Russie et les défis qu'ils rencontrent dans ce contexte national particulier.
- Le panel et le public ont discuté des difficultés de travailler dans le contexte russe, de l'importance d'inclure les communautés (à la fois les personnes qui consomment des drogues et les personnes qui opèrent sur le terrain) et de la nécessité de sensibiliser davantage aux violations des droits humains qui se produisent quotidiennement.



Exposition « Consommation sans risque dans le monde »

L'exposition présentait des photographies de programmes de consommation de drogues supervisée à travers le monde ainsi qu'une série d'indicateurs montrant les résultats positifs de

ces programmes sur les plans sociaux et sanitaires. Cette exposition a été installée à Uni Mail pour la durée de la Geneva Drug Policy Week.



Pour plus d'informations sur la Geneva Drug Policy Week, veuillez contacter la Plateforme genevoise sur les droits humains, la santé et les substances psychoactives genevaplatform@gre.ch ou <http://www.genevaplatform.ch>